



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRÊTÉ

n° 2014 142-0020 du 22 MAI 2014

portant mise en demeure à la Société MICHEL de respecter les prescriptions imposées à son arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de sa carrière et de ses installations de 1er traitement de Cernay, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux pluviales de ruissellement, au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

Préfet du Haut-Rhin

Officier de la légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National et du Mérite

- VU le Code de l'environnement, Livre V, titre 1er, et notamment son article L.171-8-I,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-47-2 du 16 février 2006, autorisant la Sté MICHEL à exploiter une carrière et des installations de 1er traitement à Cernay (*durée d'autorisation de 23 ans*),
- VU les résultats du contrôle inopiné du 19 février 2014 réalisé par SOCOTEC (*rapport n° K1392A/14/365 du 28 mars 2014*),
- VU l'examen des résultats d'analyses par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées du 22 avril 2014,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL du 09 mai 2014

CONSIDERANT que les résultats d'analyses réalisées sur un prélèvement inopiné de SOCOTEC du 19 février 2014 des rejets d'eaux pluviales de ruissellement sont représentatifs et qu'ils peuvent en conséquence être comparés aux normes d'émission imposées par l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 16 février 2006 susvisé (*article 23-2*) en prélèvement ponctuel,

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article 18-2-3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé s'agissant des rejets aqueux, les valeurs limites imposées sont à respecter pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures, mais qu'en ce qui concerne les matières en suspension (MEST), la demande chimique en oxygène (DCO) et les hydrocarbures (HC), aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites,

CONSIDERANT que les résultats d'analyses du prélèvement du 19 février 2014, pour le rejet d'eaux pluviales de ruissellement, ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émission imposées par l'article 23-2 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, pour le paramètre MEST (*valeur mesurée : 140 mg/l ; valeur limite réglementaire : 70 mg/l en prélèvement instantané*),

CONSIDERANT en conséquence que la Sté MICHEL ne respecte pas les dispositions réglementaires de l'article 23-2 imposées par l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé concernant la qualité des rejets d'eaux pluviales de ruissellement,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'exploitant de la Sté MICHEL, dont le siège social est 150 rue de Pfastatt – BP 60046 – 68261 KINGERSHEIM cedex, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article n°23-2 de l'arrêté préfectoral n°2006-47-2 du 16 février 2006 susvisé, reprises à l'article suivant, dans le délai imparti à l'article suivant, qui s'appliquent à son établissement de Cernay au lieu-dit « La croisière ».

Article 2 :

Dans un délai de 6 mois et conformément aux dispositions de l'article n°23-2 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux pluviales de ruissellement :

« Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage/ distribution de carburant seront drainées et dirigées vers un dispositif de traitement du type décanteur/déshuileur, adapté à la pluviométrie, équipé d'un dispositif à obturation automatique, avant d'être infiltrées au droit du site.

Ces eaux pluviales sont infiltrées en respectant les dispositions suivantes :

- *pH compris entre 5,5 et 8,5,*
- *température inférieure à 30° C,*
- *matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),*
- *demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),*
- *hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90-114). ».*

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 4 : Frais

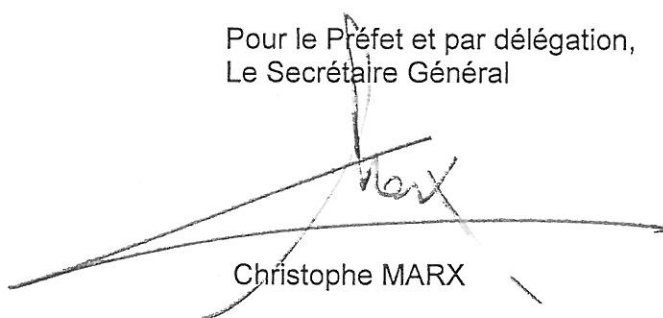
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société MICHEL.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, la Sous-Préfète de THANN, le maire de CERNAY et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 22 MAI 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;